

Déprime Productivité en panne, perte de compétitivité, creusement du déficit et de la dette..., l'économie italienne s'enlise. Et l'euro sert de bouc émissaire.

Impasse à l'italienne

Longtemps associée au mythe du miracle économique des années 60, l'Italie fait désormais figure de nouvel « homme malade » de l'Europe, tant son économie semble moribonde. Depuis le début de l'année, de multiples signaux d'alarme ont contribué à déclencher un vaste débat sur la perspective d'un possible déclin économique italien : l'annonce faite au deuxième trimestre que le pays était entré en récession, la publication par l'OCDE d'un rapport alarmiste sur l'économie italienne, ou encore le lancement par la Commission européenne d'une double procédure pour déficit et dette excessifs. Source supplémentaire d'inquiétude, le marasme économique se double dans la péninsule d'une crise politique profonde, mise à jour récemment par la démission surprise du ministre de l'Economie, Domenico

Siniscalco ; il entendait par là protester contre l'inertie du gouvernement Berlusconi dans l'affaire Fazio, du nom du gouverneur de la Banque d'Italie mis en cause pour sa gestion des offres publiques d'achat (OPA) étrangères sur deux banques italiennes.

Un certain nombre de symptômes semblent indiquer que le ralentissement économique que traverse aujourd'hui l'Italie n'est pas seulement conjoncturel : la productivité du travail stagne depuis dix ans au moins, entraînant un accroissement sensible des coûts salariaux ; le solde de la balance commerciale italienne n'a cessé de se dégrader depuis le milieu des années 90 et il est aujourd'hui négatif ; enfin, la situation des finances publiques est particulièrement inquiétante. En 2004, le déficit et la dette ont atteint respectivement 3,2 % et 107 % du produit intérieur brut (PIB) et ils risquent de

s'accroître encore en 2005.

Dans ce contexte morose, les bonnes performances du pays en matière d'emploi constituent une surprenante anomalie : le taux de chômage est, pour la première fois depuis quinze ans, passé sous la barre des 8 %. En réalité, cette embellie tient

rendue responsable de la situation actuelle, dans la mesure où elle a entraîné une baisse très importante des taux d'intérêt versés sur les bons du Trésor, permettant un allègement considérable du poids de la dette italienne. A leurs yeux, les causes du déclin économique actuel

Les dirigeants italiens n'ont pas tiré toutes les conséquences de l'intégration européenne et de la mondialisation

à la hausse du nombre d'emplois liée, pour l'essentiel, à la régularisation de près de 700 000 travailleurs immigrés depuis 2002.

La faute à l'euro

Quelles sont les causes de la crise actuelle ? Schématiquement, deux points de vue s'opposent lorsqu'il s'agit de les identifier : pour les uns, la structure productive de l'économie italienne n'est pas en soi une source de faiblesse, mais elle l'est devenue avec l'entrée de l'Italie dans l'euro. La monnaie unique a rendu caduque l'arme de la dévaluation compétitive utilisée jusqu'alors pour stimuler les exportations sans avoir besoin de recourir à la modération salariale. Ils rejoignent en cela les positions de certains membres du gouvernement italien, tels que le ministre des Réformes institutionnelles, Roberto Calderoli.

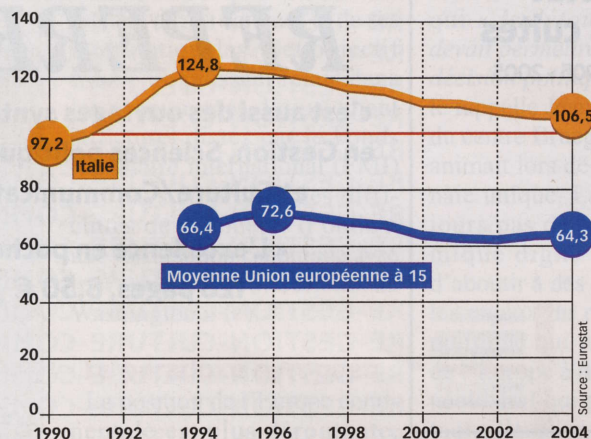
Pour les autres, l'intégration monétaire ne peut être

sont davantage à mettre au compte des faiblesses structurelles du capitalisme italien qui rendent les chocs économiques beaucoup plus difficiles à amortir que dans d'autres pays européens.

Trois facteurs en particulier sont mis en avant. D'une part, la crise du « *made in Italy* » : spécialisée dans le secteur manufacturier (textile, chaussures), l'économie italienne est, en raison de sa compétitivité déclinante, sévèrement concurrencée par les pays émergents. L'inadaptation du tissu productif italien, fragmenté en une multitude de petites et moyennes entreprises (PME) familiales, constitue une seconde source de faiblesse, dans la mesure où cette structure de production est peu propice à l'innovation (l'Italie ne consacre que 1,16 % de son PIB aux dépenses de recherche et développement, contre 1,9 % en moyenne au sein de l'Europe des Vingt-Cinq). L'accroissement massif de l'emploi non qualifié

Une dette publique écrasante

Evolution de la dette publique 1990-2004, en % du PIB



a entraîné une baisse de la productivité dans l'industrie italienne. Enfin, l'Italie souffre d'une crise de gouvernance profonde et multiforme : l'État italien est faible et ses compétences fragmentées, le système bancaire est déficient et la surveillance des marchés financiers largement théorique, comme l'a récemment illustré le scandale Parmalat.

Crise de gouvernance

Le débat sur les moyens de sortir l'Italie de l'impasse a lieu dans un contexte particulièrement agité, marqué par les prises de positions extrêmes de la Ligue du Nord. Celle-ci milite pour un retour à l'indépendance monétaire à travers la tenue d'un référendum sur le retour à la lire.

Sans aller jusqu'à prôner la sortie complète de l'euro et l'adoption d'un système de changes flottants, certains économistes préconisent un retour partiel au système monétaire européen. Dans ce système, l'euro ne serait plus qu'une « monnaie panier », composée d'un pourcentage déterminé de chacune des devises nationales, ce qui permettrait des réalignements de parité négociés sur la base des différentiels cumulés d'inflation entre les pays concernés. Cette solution présenterait l'avantage de rendre aux États membres des marges de manœuvre non négligeables en matière de politique économique. La majorité des économistes mettent cependant en garde contre toute remise en question de l'euro : celle-ci risquerait en effet d'entraîner dans son sillage une crise financière et bancaire de grande ampleur, du fait de l'alourdissement insupportable de la charge de la dette italienne libellée en euros qu'elle susciterait.

Le défi essentiel que doit relever l'Italie est plutôt celui de la productivité et de l'innovation. Cela passe notam-

Pier Paolo Citto - AP/Sipa



Silvio Berlusconi et Antonio Fazio. Le président du Conseil a tardé à réagir à la mise en cause du gouverneur de la Banque d'Italie pour sa gestion des OPA étrangères sur deux banques italiennes.

ment par une profonde réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche, afin de tourner la production italienne vers les secteurs à forte valeur ajoutée. L'autre défi majeur est celui de la bonne gouvernance, notamment financière : une plus grande ouverture du secteur bancaire à la concurrence internationale pourrait la favoriser, si elle s'accompagne d'une meilleure régulation des marchés financiers. Les plus libéraux plaident aussi pour une accélération de la privatisation des secteurs de l'énergie et du transport, qui souffrent à leurs yeux d'une gestion étatique particulièrement inefficace.

L'économie italienne restera enlisée tant que ses dirigeants n'auront pas tiré toutes les conséquences de la double dynamique créée par l'intégration européenne et la mondialisation des échanges. Or ils ne paraissent pas en prendre le chemin. Le débat qui secoue aujourd'hui la péninsule prend ainsi des accents volontiers réactionnaires, inscrits dans une longue tradition idéologique

italienne très marquée à droite. Aujourd'hui, la Ligue du Nord d'Umberto Bossi constitue le dernier avatar de cette sensibilité anti-individualiste, anti-intellectualiste et xénophobe, dont les thèmes continuent de contaminer le débat public italien.

Quant au gouvernement Berlusconi, il hésite entre le déni du problème – certains économistes proches du pouvoir vont même jusqu'à nier l'existence de la récente récession en invoquant les

failles de la statistique italienne –, et l'incrimination de l'euro, qualifié par Silvio Berlusconi de « désastre » et de « belle entourloupe ». Face à la crise, la passivité du gouvernement incite à penser que, pour se remettre en selle, ce n'est peut-être pas l'euro que l'Italie devrait abandonner, mais plutôt son actuel président du Conseil. ■

Julien Grenet

Cet article est une version raccourcie et actualisée d'un article paru dans *La République des Idées* n° 6, octobre 2005, éd. du Seuil.

La compétitivité italienne s'érode

Evolution des parts de marché à l'export (en %) et du coût unitaire relatif du travail dans le secteur manufacturier (base 100 en 2000)

